AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF AU FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES STRATEGIQUES

Le Gouvernement wallon,

Sur proposition du Ministre Président et du Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien être animal et des Zonings,

ARRÊTE :

Le Ministre Président et le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien être animal et des Zonings présentent au Parlement wallon le projet de décret dont la teneur est la suivante :

Article unique.

Assentiment est donné à l'accord de coopération du entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques.

Namur, le

64834/4R

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
27-11-2018
RAAD VAN STATE
WETGEVING

Le Ministre-Président

Willy BORSUS

La Vice-Présidente et Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Alda GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

Pierre-Yves JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

Carlo DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

Jean-Luc CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région

René COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives

Valérie DE BUE

AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF AU FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES STRATEGIQUES.

EXPOSÉ DES MOTIFS

1) Introduction

Les problèmes de congestion du réseau routier dans et autour de Bruxelles s'accroissent d'année en année et constituent désormais une menace pour la prospérité du pays.

L'Accord de Coopération du 11 octobre 2001 entre l'Etat, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B. prévoyait la réalisation des travaux d'infrastructure nécessaires à la mise en œuvre du projet RER. Or, ces travaux ne sont pas encore terminés et le solde du fonds RER ne permet de réaliser l'ensemble de ceux-ci.

Un financement complémentaire est dès lors nécessaire pour achever les travaux.

Conscientes de l'importance de l'outil ferroviaire dans la chaine de mobilité, les régions ont formulé des priorités en termes d'investissements ferroviaires prioritaires qui ont été analysées par la cellule technique d'investissement.

Enfin, dans l'approche du développement du rail de demain, le gouvernement entend rappeler ses priorités qui sont la sécurité et l'amélioration de l'accueil du client, client qui doit par ailleurs être un point de référence central dans les choix à poser.

Conscient de l'enjeu que représente la mobilité, attentif aux priorités formulées par les régions, convaincu que le client doit être mis au centre des réflexions, le Conseil des Ministres du gouvernement fédéral a décidé, le 31 mars 2017, dans les notifications du contrôle budgétaire 2017, la mise à disposition d'un milliard d'euros courants pour finaliser les projets d'infrastructures RER tels que prévus dans l'Accord de Coopération du 11 octobre 2001 et pour réaliser d'autres infrastructures ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions.

Cette somme d'un milliard d'euros s'ajoute aux sources de financement du solde du fonds RER libre d'affectation, soit 73.444.980,79 euros à la date du 1er janvier 2016, montant obtenu après déduction du montant des travaux RER déjà prévus dans le plan d'investissement 2017-2020 d'Infrabel et le plan d'investissement 2018-2020 de la SNCB.

De plus, le Comité de Concertation du 24 février 2016 avait déjà pris acte de la proposition de la Région wallonne, issue de la décision du gouvernement wallon du 7 novembre 2013, d'utiliser le préfinancement non activé de Gosselies et le reliquat du préfinancement de Louvain-La-Neuve, autorisés dans le cadre de l'Accord de Coopération du 11 octobre 2001 précité et de la décision du Comité de Concertation du 7 décembre 2005, au profit de travaux RER en territoire wallon. Il a également chargé le gouvernement fédéral de prendre en compte ce préfinancement comme un élément de réponse dans la recherche de modes de financement classiques ou alternatifs pour participer aux besoins complémentaires nécessaires à la finalisation du projet dans les meilleurs délais.

Enfin, le Conseil des Ministres a approuvé le 19 octobre 2017 un arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les règles provisoires valant comme contrat de gestion pour Infrabel et la SNCB. Cet arrêté royal permet la libération des moyens issus du milliard pour les années 2018 à 2020 et précise les modalités d'évaluation de la clé régionale relative aux travaux en question qui aura lieu tous les deux ans conformément aux notifications du contrôle budgétaire du 31 mars 2017.

2) Cadre général

Le financement complémentaire décidé par l'Etat fédéral le 31 mars 2017 rend possible la réalisation d'un ensemble de projets et travaux ferroviaires dont l'utilité stratégique en matière de mobilité des voyageurs et de transport des marchandises en Belgique est majeure.

Il est donc fondamental de garantir la pérennité de l'ensemble du financement de ceux-ci (milliard, reliquat non engagé du fonds RER et préfinancements wallons).

Pour ce faire, il est proposé aux entités fédérées de conclure, comme cela est organisé suite à la sixième réforme de l'Etat, un Accord de Coopération dont les modalités de mise en œuvre seront consignées dans des accords de coopération d'exécution qui seront multilatéraux ou bilatéraux selon leur portée.

3) Accord de Coopération

L'Accord de Coopération fixe donc les grands principes dont en premier lieu l'engagement de l'Etat fédéral à honorer le financement décidé le 31 mars 2017.

Il vise aussi à garantir la mise en œuvre des préfinancements wallons encore disponibles pour que tous les travaux RER prévus sur le territoire wallon puissent être réalisés dans les meilleurs délais.

Il consacre l'engagement du gouvernement fédéral à demander à INFRABEL et à la SNCB de réaliser les travaux le plus vite possible et gérer leur part des procédures urbanistiques avec diligence.

Il permet de fixer la liste et les modalités de réalisation des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des Régions grâce à l'outil souple que constituent les accords de coopération d'exécution.

Il décrit les règles relatives à la clé 60/40 d'application dans le cadre des enveloppes respectivement de 298,9 mio€ pour les investissements à réaliser sur le territoire wallon et de 448,4 mio€ pour ceux à réaliser sur le territoire flamand.

Il prévoit que les régions feront diligence dans le cadre des procédures administratives liées à l'obtention des permis et autorisations, et ce dans le respect des législations en vigueur.

4) Accords de coopération d'exécution et contrats subséquents

Les modalités de l'Accord de Coopération sont précisées dans les accords de coopération d'exécution suivants :

1° un accord de coopération d'exécution quadripartite pour les travaux du RER ;

2° un accord de coopération d'exécution bilatéral pour les projets ferroviaires prioritaires flamands, c'est-à-dire les projets ferroviaires qui bénéficieront d'un financement additionnel de la part de la Région flamande ;

3° un accord de coopération d'exécution bilatéral pour les projets ferroviaires prioritaires wallons c'est-à-dire les projets ferroviaires qui bénéficieront d'un financement additionnel de la part de la Région wallonne ;

4° trois accords de coopération d'exécution bilatéraux pour les projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire de chacune des trois régions, c'est-à-dire les projets ferroviaires qui seront entièrement financés par des fonds fédéraux.

L'accord de coopération d'exécution pour les travaux du RER ouvre la voie à la conclusion avec Infrabel et la SNCB :

1° d'un contrat de préfinancement pour la mise en œuvre du préfinancement jadis destiné à la gare de Gosselies ;

2° d'un avenant au contrat de préfinancement du Park&Ride de Louvain-la-Neuve.

Les accords de coopération d'exécution relatifs aux projets ferroviaires prioritaires régionaux ouvrent la voie à la conclusion avec Infrabel et la SNCB de contrats d'exécution de projet.

L'objet du présent décret est de porter assentiment à cet accord de coopération.

AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF AU FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES STRATEGIQUES.

Commentaire de l'article unique

Article unique

Cet article prévoit l'assentiment à l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques.

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL MOBILITÉ ET TRANSPORTS	FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER
V24f clean	V24f clean
Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques	**Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de financiering van de strategische spoorweginfrastructuren**
Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, inséré par la Loi spéciale du 8 août 1988 et modifié en dernier lieu par la Loi spéciale du 6 janvier 2014 ;	Gelet op de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis, ingevoegd bij de Bijzondere wet van 8 augustus 1988 en laatst gewijzigd bij de Bijzondere wet van 6 januari 2014;
Considérant que les travaux d'infrastructure prévus dans l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'Etat, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B. et relatifs à la mise en œuvre du projet RER ne sont pas encore terminés ;	Overwegende dat de infrastructuurwerken zoals voorzien in het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaamse, het Waalse en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de N.M.B.S en betreffende de uitvoering van het GEN-project nog niet afgerond zijn;
Considérant le rapport de la Cour des comptes relatif à la mise en œuvre et financement du Réseau Express régional du 25 janvier 2017 ;	Overwegende het rapport van het Rekenhof betreffende de invoering en financiering van het Gewestelijk Expresnet van 25 januari 2017;
Considérant qu'un financement complémentaire au solde du Fonds RER est nécessaire pour achever l'ensemble des travaux du projet RER dans les meilleurs délais ;	Overwegende dat een financiering bovenop het saldo van het GEN-Fonds noodzakelijk is om het geheel van de werken van het GEN-project te voltooien binnen een zo kort mogelijke termijn;
Considérant la décision du Conseil des Ministres du gouvernement fédéral du 31 mars 2017 approuvant les notifications du contrôle budgétaire 2017 qui consacrent l'accord de principe sur la mise à disposition d'un milliard d'euros courants qui s'ajoutent aux sources de financement du solde du Fonds RER libre d'affectation, soit 73.444.980,79 euros à la date du 1er janvier 2016, nécessaires à la finalisation des projets d'infrastructures RER tels que prévus dans l'accord de coopération du 11 octobre 2001 ainsi qu'à la réalisation d'autres projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des Régions. Ce dernier montant correspond au solde du fonds RER au 1er janvier 2016, soit 228.443.739,19 euros, dont sont déduites les charges réelles de 2016 ainsi que le montant des travaux RER nécessaires prévu dans	Overwegende de beslissing van de federale Ministerraad van 31 maart 2017 tot goedkeuring van de notificaties van de budgettaire controle 2017 die een principepsakkoord wijden aan de terbeschikkingstelling van een miljard courante euro die bovenop de financieringsbronnen komen van het saldo van het GEN-Fonds dat vrij is om te besteden op datum van 1 januari 2016, zijnde 73.444.980,79 euro, en die noodzakelijk zijn voor de voltooiing van de GEN-infrastructuurprojecten zoals voorzien in het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 alsook voor de uitvoering van andere strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten. Laatstgenoemd bedrag komt overeen met het saldo van het GEN-Fonds op 1 januari 2016, namelijk 228.443.739,19 euro, waarvan het bedrag van de werkelijke lasten voor 2016

les plans d'investissement 2017-2020 de la SNCB et d'Infrabel, soit 154.998.758,40 euros ;	eveneens van de noodzakelijke werken van het GEN zoals voorzien in de investeringsplannen 2017-2020 van de NMBS en van Infrabel in mindering is gebracht, namelijk 154.998.758,40 euro;
Considérant que la même décision du Conseil des Ministres du gouvernement fédéral retenait le principe de trois enveloppes à caractère régional pour la répartition des 1.073.444.980,79 euros courants, à savoir une enveloppe relative aux investissements à réaliser sur le territoire flamand, une enveloppe relative aux investissements à réaliser sur le territoire wallon et une enveloppe relative aux investissements hors clé de répartition, étant entendu que ces investissements seront réalisés dans les meilleurs délais ;	Overwegende dat diezelfde beslissing van de Ministerraad het principe van drie enveloppes van gewestelijke aard vastgelegd heeft voor de verdeling van 1.073.444.980,79 courante euro, met name een enveloppe betreffende investeringen uit te voeren op Vlaams grondgebied, een enveloppe betreffende investeringen uit te voeren op Waals grondgebied en een enveloppe betreffende investeringen buiten de verdeelsleutel, met dien verstande dat deze investeringen zullen gerealiseerde worden binnen een zo kort mogelijke termijn;
Considérant que ce montant d'un milliard d'euros courants ne peut faire l'objet de réductions budgétaires compte tenu de son utilité stratégique pour la mobilité des voyageurs et des marchandises en Belgique et qu'il s'agit d'une source de financement supplémentaire par rapport aux dotations d'investissement classiques de la SNCB et d'Infrabel ;	Overwegende dat dit bedrag van één miljard courante euro geen voorwerp kan zijn van een begrotingsvermindering gelet op het strategische belang ervan voor de mobiliteit van reizigers en van goederen in België en dat het gaat om een bijkomende financieringsbron in vergelijking met de klassieke investeringsdotaties van de NMBS en van Infrabel;
Considérant la décision du Conseil des Ministres du 19 juillet 2013 d'accélérer les travaux du RER grâce à la réaffectation du préfinancement non activé de Gosselies et du reliquat du préfinancement de Louvain-la-Neuve suivie par la décision du gouvernement wallon du 7 novembre 2013, rappelée lors du Comité de Concertation du 24 février 2016, qui prend acte de la décision de la Région wallonne concernant l'utilisation des préfinancements non activés, autorisés dans le cadre de l'accord de coopération du 11 octobre 2001 précité et de la décision du Comité de Concertation du 7 décembre 2005, au profit de l'accélération des travaux RER en territoire wallon ; que le gouvernement wallon a ainsi demandé au gouvernement fédéral de prendre en compte ce préfinancement comme un élément de réponse dans la recherche de modes de financement classiques ou alternatifs pour participer aux besoins complémentaires nécessaires à la finalisation du RER dans les meilleurs délais ;	Overwegende de beslissing van de Ministerraad van 19 juli 2013 teneinde de GEN-werken te versnellen dankzij de heroriëntatie van de niet-geactiveerde prefinanciering van Gosselies en van het prefinancieringssaldo van Louvain-la-Neuve gevolgd door de beslissing van de Waalse regering van 7 november 2013, herhaald tijdens het Overlegcomité van 24 februari 2016, die akte neemt van het voorstel van het Waalse Gewest betreffende het gebruik van de niet-geactiveerde prefinancieringen, toegekend in het kader van bovengenoemd samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 en de beslissing van het Overlegcomité van 7 december 2005, ten gunste van de GEN-werken op Waals grondgebied; dat de Waalse regering aan de federale regering gevraagd heeft deze prefinanciering in aanmerking te nemen als een element van antwoord in de zoektocht naar klassieke of alternatieve financieringsmogelijkheden teneinde te kunnen beantwoorden aan de bijkomende behoeften noodzakelijk voor de voltooiing van het GEN-project binnen een zo kort mogelijke termijn;

Considérant que la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 autorise une ou plusieurs régions à financer de manière additionnelle les investissements visés à l'article 92bis, § 4nonies, de la même loi sur la base d'un accord de coopération ;	Overwegende dat de Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 één of meerdere gewesten machtigt om de investeringen overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies, van dezelfde wet bijkomend te financieren op basis van een samenwerkingsakkoord;
Considérant que les parties garantissent que les plans pluriannuels d'investissements et les plans stratégiques pluriannuels d'investissements de la SNCB et d'Infrabel satisfont aux conditions des articles 6, § 1er, X, alinéa 1er, 14° et 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réforme institutionnelle, à savoir qu'est autorisé *« le financement additionnel d'investissements d'aménagement, d'adaptation ou de modernisation de lignes de chemin de fer, ainsi que des équipements complémentaires sur les points d'arrêts non gardés renforçant leur visibilité et leur intermodalité avec les transports publics, les modes actifs, les taxis et les voitures partagées, pour autant qu'ils soient réalisés en sus des investissements repris dans un plan pluriannuel d'investissement effectivement doté, par l'autorité fédérale, de moyens suffisants pour assurer une offre de transport ferroviaire attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport sur l'ensemble du territoire »* ;	Overwegende dat de partijen verzekeren dat de meerjareninvesteringsplannen en de strategische meerjareninvesteringsplannen van de NMBS en van Infrabel voldoen aan de voorwaarden van artikelen 6, § 1, X, eerste lid, 14° en 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name dat *"de bijkomende financiering voor investeringen in de aanleg, aanpassing of modernisering van de spoorlijnen, alsook van de bijkomende uitrusting op de onbewaakte stopplaatsen, om hun zichtbaarheid en intermodaliteit met openbaar vervoer, actieve vervoerswijzen, taxi's en autodelen te verbeteren voor zover deze verder gaan dan de investeringen die voorzien zijn in een meerjareninvesteringsplan dat effectief in voldoende financiering door de federale overheid voorziet teneinde een aantrekkelijk en performant aanbod voor het spoorvervoer dat goed aansluit op de andere vervoermiddelen te verzekeren op het gehele grondgebied"* is toegestaan;
Considérant que toujours selon la même Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 92bis, § 4nonies, l'accord de coopération ne peut excéder l'échéance du plan stratégique pluriannuel d'investissements ;	Overwegende dat nog altijd volgens dezelfde Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 92bis, § 4nonies, het samenwerkingsakkoord de vervaldatum van het strategisch meerjareninvesteringsplan niet mag overschrijden;
Considérant qu'en vertu de l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de ladite loi, l'accord de coopération, qui a reçu l'assentiment des Parlements concernés, peut prévoir que sa mise en œuvre sera assurée par des accords de coopération d'exécution ayant effet sans que l'assentiment par la loi ou le décret ne soit requis ;	Overwegende dat krachtens het artikel 92bis, § 1, derde lid, van dezelfde wet, het samenwerkingsakkoord, dat de instemming heeft gekregen van de betrokken Parlementen, kan voorzien dat de uitvoering ervan zal worden verzekerd door uitvoerende samenwerkingsakkoorden die gelden zonder dat de instemming bij wet of decreet vereist is;
Considérant que le présent accord rend possible des financements additionnels de la part des régions conformément à l'article 92bis, § 4nonies	Overwegende dat dit akkoord de mogelijkheid biedt tot bijkomende financieringen door de gewesten overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies

de la Loi spéciale de réforme institutionnelle du 8 août 1980 et prévoit que les modalités d'exécution desdits financements additionnels seront déterminées au moyen d'accords de coopération d'exécution conformément à l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de la loi précitée.	van de Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en voorziet dat de modaliteiten van deze bijkomende financieringen zullen bepaald worden door middel van uitvoerende samenwerkingsakkoorden overeenkomstig artikel 92bis, § 1, derde lid van bovengenoemde wet.
L'État belge, représenté par son gouvernement en la personne de Charles MICHEL, Premier Ministre, établi Rue de la Loi 16 à 1000 Bruxelles, et François BELLOT, Ministre de la Mobilité, établi Rue Ernest Blérot 1 à 1070 Bruxelles ;	De Belgische Staat, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Charles MICHEL, Eerste minister, gevestigd te 1000 Brussel, Wetstraat 16, en François BELLOT, Minister van Mobiliteit gevestigd te 1070 Brussel, Ernest Blerotstraat 1;
La Région flamande, représentée par son gouvernement en la personne de Geert BOURGEOIS, Ministre-président du gouvernement flamand, établi Place des Martyrs 19 à 1000 Bruxelles et Ben WEYTS, Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande, du Tourisme et du Bien-être animal, établi Place des Martyrs 7 à 1000 Bruxelles ;	Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Geert BOURGEOIS, Minister-president van de Vlaamse regering gevestigd te 1000 Brussel, Martelaarsplein 19 en Ben WEYTS, Vlaams Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn gevestigd te 1000 Brussel, Martelaarsplein 7;
La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Willy BORSUS, Ministre-président du gouvernement wallon, établi rue de Mazy 25/27 à 5100 Jambes (Namur) et de Carlo Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, établi Chaussée de Louvain, 2 à 5000 Namur ;	Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Willy BORSUS, Minister-president van de Waalse regering gevestigd te 5100 Jambes (Namen), Mazystraat 25/27, en Carlo Di Antonio, Minister van Leefmilieu, Ecologische Transitie, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industrie, gevestigd te 5000 Namen, Leuvensesteenweg 2 ;
La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son gouvernement en la personne de Rudi VERVOORT, Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, établi Rue Ducale, 7-9 à 1000 Bruxelles et Pascal SMET, Ministre bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics, établi Boulevard Albert II 37 à 1030 Bruxelles.	Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Rudi VERVOORT, Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke regering, gevestigd te 1000 Brussel, Hertogstraat 7-9 en Pascal SMET, Brusselse Minister van Mobiliteit en Openbare Werken gevestigd te 1030 Brussel, Koning Albert II-laan 37.
ci-après appelés les parties contractantes,	hierna de contracterende partijen genoemd,
Exerçant conjointement leurs compétences propres, conviennent de ce qui suit:	Gezamenlijk hun eigen bevoegdheden uitoefenend, komen overeen wat volgt :

Chapitre 1er. Dispositions générales	Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen
Article 1er. Dans le cadre du présent accord, on entend par : 1° « Les parties » : l'Etat fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ;	**Artikel 1.** In het kader van dit akkoord wordt verstaan onder: 1° "De partijen": de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
2° « Les plans pluriannuels d'investissement » : la programmation des investissements financés pour l'essentiel au moyen de la dotation d'investissement classique mise à disposition de la SNCB et d'Infrabel par l'Etat fédéral. Le plan pluriannuel d'investissement 2017-2020 d'Infrabel et le plan pluriannuel d'investissement 2018-2020 de la SNCB ont été approuvés par le gouvernement fédéral le 15 juin 2018 ;	2° "De meerjareninvesteringsplannen": de programmering van de investeringen die voornamelijk gefinancierd worden middels de klassieke investeringsdotatie die door de federale Staat ter beschikking worden gesteld van de NMBS en van Infrabel. Het meerjareninvesteringsplan 2017-2020 van Infrabel en het meerjareninvesteringsplan 2018-2020 van de NMBS werden door de federale regering op 15 juni 2018 goedgekeurd;
3° « Le plan stratégique pluriannuel d'investissement » : la programmation des investissements financés pour l'essentiel au moyen des moyens complémentaires par rapport aux dotations d'investissements d'Infrabel et de la SNCB mis à leur disposition par l'Etat fédéral afin d'achever le projet RER et d'investir dans des projets ferroviaires prioritaires. Le plan stratégique pluriannuel d'investissement 2018-2031 d'Infrabel et le plan stratégique pluriannuel d'investissement 2018-2031 de la SNCB ont été approuvés par le gouvernement fédéral le 15 juin 2018 ;	3° "Het strategisch meerjareninvesteringsplan": de programmering van de investeringen die voornamelijk gefinancierd worden middels de bijkomende middelen t.o.v. de investeringsdotaties van Infrabel en van de NMBS die door de federale Staat ter beschikking worden gesteld teneinde het GEN-project te voltooien en te investeren in prioritaire spoorwegprojecten. Het strategisch meerjareninvesteringsplan 2018-2031 van Infrabel en het strategisch meerjareninvesteringsplan 2018-2031 van de NMBS werden door de federale regering op 15 juni 2018 goedgekeurd;
4° « Le préfinancement régional » : la contribution de la Région wallonne pour le préfinancement des travaux des lignes 161 et 124 sur le territoire wallon en vue d'en accélérer l'exécution, conformément à la décision du gouvernement wallon du 7 novembre 2013, rappelée lors du Comité de Concertation du 24 février 2016 ;	4° "De gewestelijke prefinanciering": de bijdrage van het Waalse Gewest voor de prefinanciering van de werken op de spoorlijnen 161 en 124 op het Waals grondgebied met het oog op het versnellen van de uitvoering ervan, conform de beslissing van de Waalse Regering van 7 november 2013, herhaald tijdens het Overlegcomité van 24 februari 2016;
5° « Les financements additionnels des régions » : les financements régionaux additionnels afin de financer de manière additionnelle les investissements visés à l'article 92bis, § 4nonies de la loi de 8 août 1980 ;	5° "De bijkomende financieringen van de gewesten": de bijkomende gewestelijke financieringen teneinde de investeringen zoals voorzien in artikel 92bis, § 4nonies van de wet van 8 augustus 1980, te financieren;
	6° "Overlegcomité": het orgaan bedoeld in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

6° « Comité de Concertation » : l'organe visé à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;	7° "De prioritaire spoorwegprojecten": de spoorwegprojecten, buiten het GEN-project, waarvan de realisatie mogelijk gemaakt wordt middels het strategisch meerjareninvesteringsplan. Deze zijn samengesteld uit enerzijds de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten en anderzijds de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten;
7° « Les projets ferroviaires prioritaires » : les projets ferroviaires, en dehors du projet RER, dont la réalisation est rendue possible au moyen du plan stratégique pluriannuel d'investissement. Ils sont constitués d'une part des projets prioritaires régionaux et d'autre part des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions ;	8° "Gewestelijk prioritair spoorwegproject": *prioritair spoorwegproject van strategische aard* waarvoor de gewesten, elk wat hen betreft, in bijkomende financiering kunnen voorzien;
8° « Projet ferroviaire prioritaire régional » : projet ferroviaire prioritaire de nature stratégique pour lequel les régions, chacune pour sa partie, peuvent prévoir un financement additionnel ;	9° "De strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten": de *prioritaire spoorwegprojecten*, buiten het GEN-project, uitsluitend uitgevoerd middels de federale financiering;
9° « Les Projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions » : les projets ferroviaires prioritaires, en dehors du projet RER, réalisés exclusivement au moyen du financement fédéral ;	10° "Uitvoerend samenwerkingsakkoord": akkoord aangaande de structurele samenwerking en de modaliteiten van uitvoering en opvolging van de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten, van de uitvoering en gedeeltelijke prefinanciering van de GEN-werken, en van uitvoering van de werken en bijkomende financiering inzake de gewestelijke *prioritaire* spoorwegprojecten. Voor de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten worden ook de financiële samenwerking en de gezamenlijke opvolging rekening houdend met de inbreng van de gewesten bepaald. Naargelang het voorwerp, kunnen deze uitvoeringsakkoorden bilateraal of multilateraal zijn;
10° « Accord de coopération d'exécution » : accord concernant la collaboration structurelle et les modalités d'exécution et de suivi des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions, de l'exécution et préfinancement partiel des travaux RER, et de l'exécution des travaux et financement additionnel des projets ferroviaires prioritaires régionaux. Pour les projets ferroviaires prioritaires régionaux, la collaboration financière et le suivi commun tenant compte des régions y sont aussi déterminés. Selon leur objet, ces accords d'exécution peuvent être bilatéraux ou multilatéraux ;	11° "Projectgebonden uitvoeringscontract": contract gesloten tussen enerzijds het gewest, en desgevallend, haar betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon, dat instaat voor de bijkomende financiering van gewestelijke prioritaire *spoorwegprojecten*, en anderzijds de federale Staat, de NMBS en/of Infrabel, dat de concrete omschrijving, de operationele samenwerking, de financiering en de uitvoeringsmodaliteiten (inclusief de planning) van een gewestelijk prioritair spoorwegproject vastlegt.
11° « Contrat d'exécution de projet » : contrat conclu entre d'une part la région, et le cas échéant, la personne morale de droit public concernée, qui assure le financement additionnel des projets ferroviaires prioritaire régionaux et d'autre part l'Etat fédéral, la SNCB et/ou Infrabel, qui fixe la description concrète, la collaboration opérationnelle, le financement et les modalités	

d'exécution (le planning inclus) d'un projet ferroviaire prioritaire régional.	
Chapitre 2. Financement et répartition du financement des projets ferroviaires stratégiques	**Hoofdstuk 2. Financiering en verdeling van de financiering van de strategische spoorwegprojecten**
Art. 2. § 1er. Conformément à la décision du Conseil des Ministres fédéral du 31 mars 2017 approuvant les notifications du contrôle budgétaire 2017, outre les 73.444.980,79 € courants du fonds RER libres d'affectation, un milliard d'euros courants est attribué à la SNCB et à Infrabel pour, dans les budgets prévus ci-après, la réalisation des chantiers RER et la réalisation de certaines priorités sur le territoire des régions (y compris certains projets ferroviaires régionaux prioritaires), et ce au rythme nécessaire pour le bon et prompt déroulement des chantiers, à tout le moins dans le respect des plannings joints en annexe des accords de coopération d'exécution. § 2. Ce montant de 1.073.444.980,79 euros courants, est réparti comme suit : 1° Investissements en Région flamande : 448.396.261,58 euros courants ; 2° Investissements en Région wallonne : 298.930.841,05 euros courants ; 3° Investissements hors clé de répartition : 326.117.878,16 euros courants. Ces 3 enveloppes sont ventilées comme suit : 1° Financement du RER : a) Région flamande : - Clé de répartition : 77.147.517,81 euros courants ; - Hors clé de répartition : 179.552.767,20 euros courants ; b) Région wallonne (clé de répartition) : 229.999.504,74 euros courants; c) Région bruxelloise (hors clé de répartition) : 127.417.517,54 euros courants. 2° Financement de projets ferroviaires prioritaires : a) Région flamande : 371.248.743,77 euros courants ;	**Art. 2.** § 1. Overeenkomstig de beslissing van de federale Ministerraad van 31 maart 2017 om de notificaties van de budgettaire controle 2017 goed te keuren, wordt, bovenop de 73.444.980,79 courante € van het GEN-Fonds dat vrij te besteden is, één miljard courante euro toegekend aan de NMBS en aan Infrabel om, binnen de budgetten zoals hieronder voorzien, te gebruiken voor de uitvoering van de GEN-werven en de uitvoering van bepaalde prioriteiten op het grondgebied van de gewesten (incluis bepaalde gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten), en dit volgens een tempo dat noodzakelijk is voor een goed en vlot verloop van de werven en dit op zijn minst met eerbiediging van de planningen die als bijlage toegevoegd zijn bij de uitvoerende samenwerkingsakkoorden. § 2. Dit bedrag van 1.073.444.980,79 courante euro wordt verdeeld als volgt: 1° Investeringen in het Vlaamse Gewest: 448.396.261,58 courante euro; 2° Investeringen in het Waalse Gewest: 298.930.841,05 courante euro; 3° Investeringen buiten de verdeelsleutel: 326.117.878,16 courante euro. Deze 3 enveloppes worden als volgt uitgesplitst: 1° Financiering van het GEN: a) Vlaamse Gewest : - Verdeelsleutel : 77.147.517,81 courante euro ; - Buiten de verdeelsleutel: 179.552.767,20 courante euro ; b) Waalse Gewest (verdeelsleutel) : 229.999.504,74 courante euro; c) Brusselse Hoofdstedelijke Gewest (buiten de verdeelsleutel): 127.417.517,54 courante euro. 2° Financiering van de prioritaire spoorwegprojecten: a) Vlaamse Gewest : 371.248.743,77 courante euro ;

b) Région wallonne : 68.931.336,31 euros courants ; c) Région bruxelloise : 19.147.593,42 euros courants.	b) Waalse Gewest : 68.931.336,31 courante euro; c) Brusselse Hoofdstedelijke Gewest: 19.147.593,42 courante euro.
§ 3. Un accord de coopération d'exécution relatif au RER est conclu et contient entre autres : 1° la description des travaux RER à réaliser ;	§ 3. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord betreffende het GEN wordt afgesloten en bevat onder andere het volgende: 1° de beschrijving van de uit te voeren GEN-werken;
2° un planning par ligne relatives aux demandes d'autorisations administratives et permis requis selon les différentes réglementations ;	2° een planning per lijn betreffende de administratieve toelatingen en vergunningsaanvragen, die vereist zijn volgens de verschillende reglementeringen;
3° un planning par ligne pour les travaux mentionnant notamment la date de fin des travaux du RER pour la ligne 161 en 2029 et pour la ligne 124 en 2031.	3° een planning per lijn voor wat betreft de werken met in het bijzonder de vermelding van de einddatum van de GEN-werken voor de lijn 161 in 2029 en voor de lijn 124 in 2031.
§ 4. La liste synthétique des projets ferroviaires prioritaires, hors RER, est jointe en annexe 1re.	§ 4. De syntheselijst van de prioritaire spoorwegprojecten, buiten GEN, is gevoegd als bijlage 1.
La liste détaillée des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions, leur description ainsi que leurs échéanciers figurent dans des accords de coopération d'exécution bilatéraux.	De gedetailleerde lijst van de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten, hun beschrijving en hun planning staan vermeld in bilaterale uitvoerende samenwerkingsakkoorden.
§ 5. La liste détaillée des projets ferroviaires prioritaires régionaux ainsi que leur description et leurs échéanciers figurent également dans des accords de coopération d'exécution bilatéraux. Les projets ferroviaires prioritaires régionaux font de plus l'objet de contrats d'exécution de projet.	§ 5. De gedetailleerde lijst van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten alsook hun beschrijving en hun planning staan eveneens vermeld in bilaterale uitvoerende samenwerkingsakkoorden. De gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten maken bovendien het voorwerp uit van projectgebonden uitvoeringscontracten.
§ 6. Les moyens financiers éventuellement obtenus de tiers (UE, ...) et utilisés viennent en déduction des moyens prévus dans le présent article. Les moyens financiers ainsi libérés sont réaffectés à des projets ferroviaires à réaliser sur le territoire de la même région dans le respect de l'article 10, § 4.	§ 6. De financiële middelen die eventueel bekomen en effectief aangewend worden via derden (EU,...), worden in mindering gebracht van de voorziene middelen in dit artikel. De op deze manier vrijgemaakte financiële middelen worden opnieuw toegewezen aan spoorwegprojecten uit te voeren op het grondgebied van datzelfde gewest met eerbiediging van het artikel 10, § 4.
§ 7. Les montants visés au paragraphe 2, alinéa 1er, 1° et 2°, découlent de l'application d'une clé	§ 7. De bedragen bedoeld in de tweede paragraaf, eerste lid, 1° en 2°, vloeien voort uit de toepassing van een budgettaire verdeelsleutel van

de répartition budgétaire des investissements selon laquelle soixante pour cent de la somme de ces deux montants sont alloués à des travaux à réaliser sur le territoire de la Région flamande et quarante pour cent à des travaux à réaliser sur le territoire de la Région wallonne.	investeringen volgens dewelke zestig procent van de som van deze twee bedragen toegewezen wordt aan werken te realiseren op het grondgebied van het Vlaamse Gewest en veertig procent toegewezen wordt aan werken te realiseren op het grondgebied van het Waalse Gewest.
Les charges financières réelles des emprunts de préfinancement à conclure pour des travaux qui excéderaient la contribution régionale sont aussi imputables sur la part de la clé de répartition régionale de la région concernée.	De werkelijke financiële lasten van de leningen gekoppeld aan de prefinanciering af te sluiten voor werken die de gewestelijke bijdrage overstijgen zijn ook toe te wijzen aan het deel van de gewestelijke verdeelsleutel van het betrokken gewest.
La réalisation de cette clé de répartition régionale est évaluée tous les deux ans afin qu'elle soit respectée à la fin des travaux envisagés dans les accords de coopération d'exécution. Cette évaluation est présentée au comité de concertation	De realisatie van deze regionale verdeelsleutel wordt elke twee jaar geëvalueerd opdat deze bij het beëindigen van de in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden beoogde werken zou gerespecteerd zijn. Deze evaluatie wordt voorgesteld aan het overlegcomité.
Au cas où l'évaluation de la clé de répartition régionale fait apparaître une déviation supérieure ou égale à cinq pour cent ou cinq millions d'euros par rapport à la clé de répartition calculée sur base des montants cumulés planifiés des travaux tels que présentés en annexe 2 , la SNCB et Infrabel, avec le ministre ayant ces entreprises dans ses attributions, proposent les mesures nécessaires pour assurer le retour aux montants cumulés planifiés des travaux dans un délai de trois ans.	Indien de evaluatie van de gewestelijke verdeelsleutel een afwijking vertoont van vijf procent of vijf miljoen euro, of meer, tegenover de verdeelsleutel die werd berekend op basis van de geplande gecumuleerde bedragen van de werken zoals opgenomen in bijlage 2, worden door de NMBS en Infrabel, samen met de minister bevoegd voor deze ondernemingen, de nodige maatregelen voorgesteld om binnen een termijn van drie jaar opnieuw de geplande gecumuleerde bedragen van de werken te halen.
Les mesures décidées par le gouvernement fédéral sont présentées au comité de concertation.	De maatregelen die beslist worden door de federale regering worden voorgesteld aan het overlegcomité.
La clé de répartition régionale ne s'applique pas aux travaux d'infrastructure sur les lignes 124 et 161 sur le territoire flamand et aux travaux de modernisation de ces lignes sur le territoire flamand, pour un montant total de 336.502.647,00 €$_{2016}$.	De gewestelijke verdeelsleutel is niet van toepassing op de infrastructuurwerken op de lijnen 124 en 161 op het Vlaams grondgebied en de moderniseringswerken van deze lijnen op het Vlaams grondgebied voor een totaal bedrag van 336.502.647,00 €$_{2016}$.
Au 1er janvier 2016, un montant de 150.805.308,69 €$_{2016}$ a été affecté hors clé de répartition.	Op datum van 1 januari 2016 is een bedrag van 150.805.308,69 €$_{2016}$ aangewend buiten de verdeelsleutel.
	Het saldo op 1 januari 2016 legt een maximum bedrag van 185.697.338,31 €$_{2016}$ vast voor de nog

Le solde au 1er janvier 2016 fixe, pour les travaux de mise à quatre voies encore à réaliser, un montant maximum de 185.697.338,31 €2016 dont 165.713.304,06 €2016 inclus dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement et 19.984.034,25 €2016 dans le plan pluriannuel d'investissement d'Infrabel sur la période 2016-2020. Les travaux dans les gares RER sur le territoire de la Région flamande tombent sous la clé de répartition de la Région flamande. § 8. Le paragraphe 2, alinéa 1er, 3°, qui reprend une enveloppe de 326.117.878,16 euros courants, à laquelle la clé de répartition régionale visée au paragraphe 7 ne s'applique pas, contient : 1° les travaux situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ; 2° les travaux d'infrastructure sur les lignes 124 et 161 sur le territoire flamand hors clé de répartition et les travaux de modernisation de ces lignes sur le territoire flamand, comme indiqué ci-avant.	te realiseren werken betreffende het op vier sporen brengen, waarvan 165.713.304,06 €2016 opgenomen in het strategisch meerjareninvesteringsplan en 19.984.034,25 €2016 in het meerjareninvesteringsplan van Infrabel voor de periode 2016-2020. De werken in de GEN-stations op het grondgebied van het Vlaamse Gewest vallen onder de verdeelsleutel van het Vlaamse Gewest. § 8. De paragraaf 2, eerste lid, 3°, dat een enveloppe van 326.117.878,16 courante euro vermeldt waarop de regionale verdeelsleutel bedoeld in paragraaf 7 niet van toepassing is, bevat: 1° de werken gesitueerd op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest; 2° de infrastructuurwerken op de lijnen 124 en 161 op het Vlaams grondgebied, buiten verdeelsleutel, en de moderniseringswerken van deze lijnen op het Vlaams grondgebied, zoals hierboven aangegeven.
Chapitre 3. Engagements des parties	**Hoofdstuk 3. Verbintenissen tussen de partijen**
Art 3. Les parties s'engagent à assurer une offre de transport efficiente, attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport et à assurer le maintien de l'ensemble du réseau en particulier pour les lignes à faible densité de population sans qu'aucun kilomètre de lignes ferrées nécessaires au trafic ne soit supprimé. Le gouvernement fédéral s'engage à prendre, le moment venu, les mesures nécessaires avec la SNCB, et dans le cadre du CEMM, pour que l'offre puisse être adaptée à chaque grande étape de mise en service de façon à tirer le meilleur parti des nouvelles infrastructures. Ceci requiert notamment pour le RER qu'une nouvelle étude article 13 soit réalisée en temps opportun.	**Art. 3.** De partijen engageren zich om een efficiënt, aantrekkelijk en performant openbaar vervoer te garanderen, dat op een efficiënte manier verbonden is met de andere vervoersmodi en teneinde de instandhouding van het geheel van het netwerk te verzekeren, in het bijzonder voor de lijnen met een beperkte bevolkingsdichtheid zonder dat een kilometer van de sporen nodig voor de trafiek afgeschaft wordt. De federale regering engageert zich ertoe om, te zijner tijd, samen met de NMBS, en binnen het kader van het ECMM, de noodzakelijke maatregelen te nemen opdat het aanbod bij elke grote stap tot indienststelling aangepast kan worden, en dit op zo'n manier dat de nieuwe infrastructuren zo goed als mogelijk ingezet worden. Dit vereist dat er met name voor het GEN een nieuwe studie artikel 13 gerealiseerd moet worden te gelegener tijd.

Art. 4. La liste des projets ferroviaires prioritaires, qui figurent dans l'annexe 1re et dans l'annexe 1re des accords de coopération d'exécution, est envoyée le plus vite possible par l'Etat fédéral à la SNCB et à Infrabel afin que les conseils d'administration des deux sociétés puissent reprendre intégralement ces projets ferroviaires prioritaires dans leur plan stratégique pluriannuel d'investissement respectif.	**Art. 4.** De lijst van de prioritaire spoorwegprojecten, die in bijlage 1 vermeld zijn en in bijlage 1 van de uitvoerende samenwerkingsakkoorden, wordt door de federale Staat zo snel als mogelijk verstuurd naar de NMBS en naar Infrabel zodoende de raden van bestuur van beide vennootschappen toe te laten deze prioritaire spoorwegprojecten integraal op te nemen in hun respectievelijk strategisch meerjareninvesteringsplan.
Art. 5. § 1er. La Région flamande s'engage à prévoir un financement additionnel maximal pour un montant total de cent millions d'euros courants pour la réalisation des onze projets ferroviaires prioritaires flamands, repris dans l'article 2, § 2, alinéa 2, 2°, a), et en annexe 1.	**Art. 5.** § 1. Het Vlaamse Gewest verbindt zich ertoe om voor de uitvoering van de elf Vlaamse prioritaire spoorwegprojecten, vermeld in artikel 2, § 2, tweede lid, 2°, a), en in bijlage 1, te voorzien in een maximale bijkomende financiering voor een totaal bedrag van honderd miljoen courante euro.
§ 2. La Région wallonne s'engage à prévoir un financement additionnel maximal pour un montant total de 32,48 millions d'euros courants pour la réalisation des projets ferroviaires prioritaires wallons, repris dans l'article 2, § 2, alinéa 2, 2°, b), et en annexe 1.	§ 2. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe om voor de uitvoering van de Waalse prioritaire spoorwegprojecten, vermeld in artikel 2, § 2, tweede lid, 2°, b), en in bijlage 1, te voorzien in een maximale bijkomende financiering voor een totaal bedrag van 32,48 miljoen courante euro.
§ 3. Les financements additionnels régionaux visés aux paragraphes 1er et 2 sont des financements additionnels en sus du financement fédéral visé dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement de la SNCB et Infrabel. Ces financements additionnels n'ont pas d'influence sur la clé de répartition régionale.	§ 3. De gewestelijke bijkomende financieringen bedoeld in paragrafen 1 en 2 zijn bijkomende financieringen bovenop de federale financiering bedoeld in het strategische meerjareninvesteringsplan van de NMBS en van Infrabel. Deze bijkomende financieringen hebben geen invloed op de gewestelijke verdeelsleutel.
§ 4. Les montants visés aux paragraphes 1er et 2 sont affectés aux projets ferroviaires prioritaires régionaux de la région concernée qui assure le financement additionnel et peuvent seulement être utilisés pour la réalisation de ces projets.	§ 4. De bedragen bedoeld in paragrafen 1 en 2 worden aangewend voor de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten van het betrokken gewest dat instaat voor de bijkomende financiering en kunnen enkel voor de uitvoering van deze projecten worden gebruikt.
§ 5. Sur base des données fournies par Infrabel et la SNCB, le SPF Mobilité et Transports présente chaque année au Ministre fédéral de la Mobilité un rapport relatif à la proportionnalité entre les montants investis par l'Etat fédéral et ceux investis par les régions dans le cadre du financement additionnel visé aux paragraphes 1er et 2.	§ 5. Op basis van de gegevens aangeleverd door Infrabel en de NMBS, presenteert de FOD Mobiliteit en Vervoer jaarlijks aan de federale Minister van Mobiliteit een rapport betreffende de proportionaliteit tussen de door de federale Staat geïnvesteerde bedragen en de bedragen geïnvesteerd door de gewesten i.h.k.v. de bijkomende financiering, zoals voorzien in de paragrafen 1 en 2.

Art. 6. § 1er. Le montant maximum à concurrence duquel une Région assurant un financement additionnel, contribue au financement d'un projet prioritaire régional est précisé dans un accord de coopération d'exécution bilatéral.	**Art. 6.** § 1. Het maximaal bedrag dat een gewest dat instaat voor de bijkomende financiering, bijdraagt tot de financiering van een gewestelijk prioritair spoorwegproject wordt opgenomen in een bilateraal uitvoerend samenwerkingsakkoord.
§ 2. L'Etat fédéral et la région qui assure le financement additionnel déterminent dans un accord de coopération d'exécution la manière suivant laquelle le financement additionnel et le projet ferroviaire prioritaire régional prennent forme.	§ 2. De federale Staat en het gewest dat instaat voor de bijkomende financiering bepalen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord de wijze waarop er vorm wordt gegeven aan de bijkomende financiering en het gewestelijk prioritair spoorwegproject.
Il peut être fait appel à un mode de financement alternatif pour la concrétisation et la réalisation des projets ferroviaires prioritaires régionaux à condition que ces financements alternatifs n'aient pas de conséquences sur l'endettement de l'Etat fédéral, de la SNCB ou d'Infrabel. Les principes de ce financement alternatif sont à chaque fois définis par projet.	Voor de concretisering en de uitvoering van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten kan gebruik gemaakt worden van een alternatieve financieringswijze, op voorwaarde dat deze alternatieve financieringen geen gevolgen hebben voor de schuldpositie van de federale Staat, van de NMBS of van Infrabel. De principes van die alternatieve financiering worden telkens per project uitgewerkt.
§ 3. Les dispositions générales qui assurent le contrôle, la surveillance et le rapportage sur la réalisation d'un projet ferroviaire prioritaire régional, sont reprises dans un accord de coopération d'exécution ou dans un contrat d'exécution de projet.	§ 3. De algemene bepalingen die de controle, het toezicht op en de rapportering over de uitvoering van een gewestelijk prioritair spoorwegproject verzekeren, worden opgenomen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord of in een projectgebonden uitvoeringscontract.
Dans le contrat d'exécution de projet, sont définis les accords spécifiques du projet relatifs au contrôle, à la surveillance et au rapportage au niveau de chaque projet.	In het projectgebonden uitvoeringscontract worden de projectspecifieke afspraken over de controle, het toezicht en de rapportering op niveau van elk project uitgewerkt .
Art. 7. Dans le cas où le financement de l'Etat fédéral visé à l'article 2, § 1er, et le financement additionnel d'une région visé à l'article 5, §§ 1er ou 2, se solde par un excédent significatif, l'excédent est utilisé pour le financement d'un autre projet ferroviaire de la région concernée, qui est repris dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement. La désignation de ce projet se fait par un accord de coopération d'exécution.	**Art. 7.** Indien de financiering van de federale Staat bedoeld in artikel 2, § 1, en de aanvullende financiering van een gewest bedoeld in artikel 5, §§ 1 of 2, een significant overschot zou vertonen, dan wordt dit overschot gebruikt voor de financiering van een ander spoorwegproject van het betrokken gewest, dat opgenomen is in het strategisch meerjareninvesteringsplan. De benoeming van dit project geschiedt via een uitvoerend samenwerkingsakkoord.
Art. 8. § 1er. Conformément aux plannings des projets qui figurent dans les accords de coopération d'exécution, chaque région concernée met en œuvre tous les moyens	**Art. 8.** § 1. Conform de planningen van de projecten die opgenomen zijn in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden, doet elk betrokken gewest beroep op alle noodzakelijke middelen

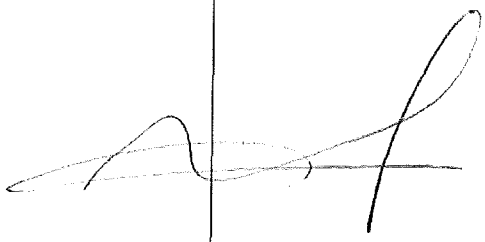
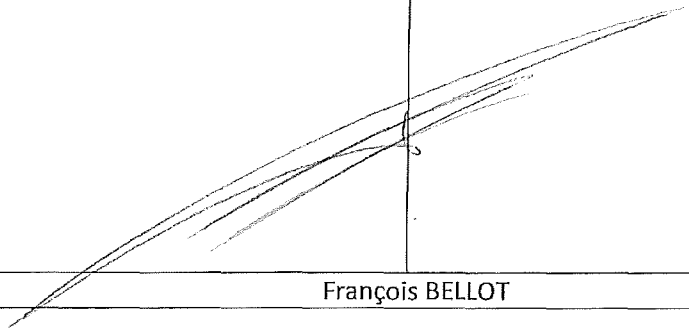
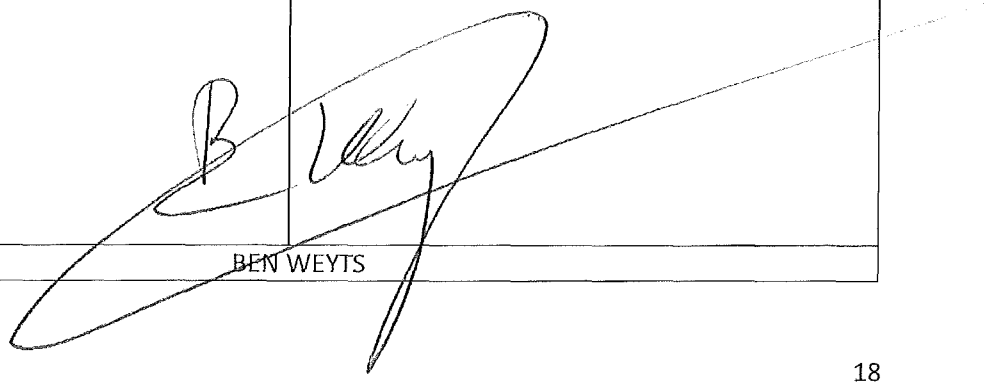
nécessaires pour mener à bien les différentes procédures relatives aux demandes d'autorisations administratives et permis requis selon les différentes réglementations ressortant de leurs compétences dans les délais légaux prévus à cet effet. La liste des permis à obtenir ainsi qu'une indication du délai d'introduction de demande et le délai légal d'obtention est reprise dans les accords de coopération d'exécution.	teneinde de verschillende procedures betreffende de administratieve toelatingen en vergunningsaanvragen die vereist zijn volgens de verschillende reglementeringen die onder hun bevoegdheid vallen binnen de hiertoe voorziene wettelijke termijnen af te handelen. De lijst van de te bekomen vergunningen alsook een indicatie van de termijnen voor de indiening ervan en voor het bekomen van de vergunning wordt opgenomen in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden.
§ 2. Dans le cas où une requalification urbanistique est nécessaire afin de respecter les engagements de cet accord, les régions s'engagent à entamer dans les plus brefs délais les procédures nécessaires, tout en respectant les dispositions règlementaires qui sont d'application.	§ 2. Indien een ruimtelijke bestemmingswijziging nodig is om de verbintenissen van dit akkoord te kunnen nakomen, verbinden de gewesten zich ertoe om binnen een zo kort mogelijke termijn de noodzakelijke procedures op te starten, met inachtneming van alle reglementaire bepalingen die van toepassing zijn.
§ 3. Si les autorisations visées à l'article 8, § 1er, pour le projet RER ne sont pas délivrées dans des délais raisonnables pour des raisons imputables aux administrations régionales, ou si des éléments suffisants indiquent un risque sérieux lié à ce traitement administratif, le ministre de l'aménagement du territoire concerné expose les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation, lors d'une réunion du CEMM, tel que prévu dans le chapitre 2 de l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B.	§ 3. Als de toelatingen zoals vermeld in artikel 8, § 1, voor het GEN-project niet binnen een redelijke termijn worden afgeleverd, en dit omwille van redenen die toe te schrijven zijn aan de gewestelijke administraties, of als voldoende elementen een ernstig risico aantonen in verband met deze administratieve afhandeling, licht de betrokken minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening de maatregelen toe die hij voorziet te nemen om de situatie op te lossen, dit tijdens een vergadering van het ECMM, zoals voorzien in het hoofdstuk 2 van het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de N.M.B.S.
Art. 9. Le gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel introduisent le plus rapidement possible, auprès des autorités régionales compétentes, les dossiers relatifs aux demandes d'autorisations administratives et de permis nécessaires à la réalisation des projets visés par le présent accord conformément au planning joint aux accords de coopération d'exécution.	**Art. 9.** De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel zo snel als mogelijk de dossiers betreffende de aanvragen voor administratieve toelatingen en vergunningen, nodig voor de realisatie van de projecten bedoeld in dit samenwerkingsakkoord en conform de planning die wordt bijgevoegd bij de uitvoerende samenwerkingsakkoorden, indienen bij de bevoegde gewestelijke overheden.
Art. 10. § 1er. Le gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel réalisent, dans le respect des conditions convenues, l'ensemble des travaux RER dans et autour de Bruxelles prévus	**Art. 10.** § 1. De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel zo spoedig mogelijk, binnen het kader van de afgesproken voorwaarden, het geheel van de GEN-werken in

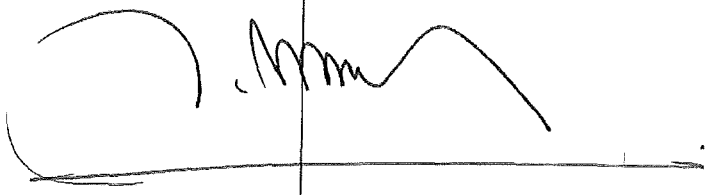
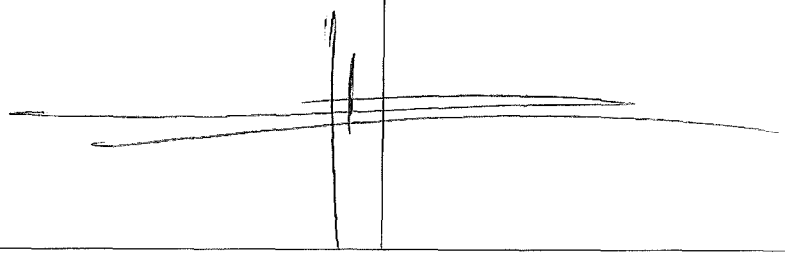
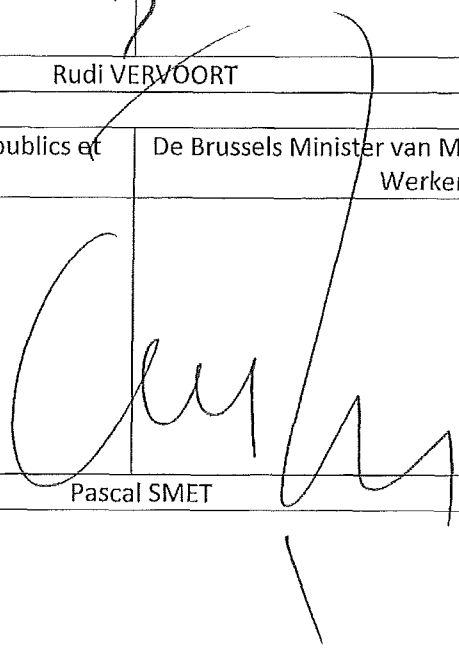
dans l'accord de coopération d'exécution correspondant, et dont le financement est prévu aux articles 2 et 11, §§ 1er et 2.	en rond Brussel voorzien in het overeenstemmende uitvoerend samenwerkingsakkoord, en waarvan de financiering is voorzien in de artikelen 2 en 11, §§ 1 en 2, realiseren.
§ 2. Le gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel réalisent l'ensemble des projets ferroviaires prioritaires dans la limite du financement fédéral prévu, tel que figurant à l'annexe 1re et dont le financement est prévu aux articles 2 et 11, §§ 1er et 2.	§ 2. De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel het geheel van de prioritaire spoorwegprojecten binnen de limieten van de voorziene federale financiering, en zoals opgenomen in bijlage 1 en waarvan de financiering is voorzien in de artikels 2 en 11, §§ 1 en 2, realiseren.
Le gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel réalisent l'ensemble des projets ferroviaires prioritaires régionaux et travaux, dans la limite du financement régional prévu, qui font l'objet d'un financement additionnel par les régions, tel que prévu aux articles 5, §§ 1er et 2, et 12.	De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel het geheel van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten en werken, binnen de limieten van de voorziene gewestelijke financiering, die het voorwerp uitmaken van een bijkomende financiering door de gewesten, zoals voorzien in artikelen 5, §§ 1 en 2, en 12, realiseren.
§ 3. Le ministre fédéral chargé de la mobilité affecte, dans le respect des enveloppes fixées à l'article 2, les réserves budgétaires à certains dépassements budgétaires qui apparaissent lors de la réalisation de ces investissements.	§ 3. De federale minister bevoegd voor mobiliteit besteedt, met eerbiediging van de enveloppes vastgelegd in artikel 2, de budgettaire reserves aan bepaalde budgettaire overschrijdingen die tijdens de realisatie van deze investeringen aan het licht komen.
§ 4. En cas d'apparition d'écarts significatifs par rapport aux prévisions, des accords de coopération d'exécution complémentaires sont conclus de façon à préserver au maximum les objectifs visés dans le respect des enveloppes régionales et une prompte réalisation des travaux.	§ 4. In geval van significante afwijkingen ten opzichte van de prognoses, zullen er bijkomende uitvoerende samenwerkingsakkoorden afgesloten worden om de beoogde doelstellingen, met eerbiediging van de gewestelijke enveloppes en een spoedige realisatie van de werken, maximaal te vrijwaren.
§ 5. Si les mesures correctives ne concernent que l'Etat Fédéral et une seule région l'accord de coopération complémentaire peut être bilatéral.	§ 5. Als de corrigerende maatregelen enkel de federale Staat en één bepaald gewest aanbelangen kan het bijkomend samenwerkingsakkoord bilateraal zijn.
Chapitre 4. Préfinancement régional	**Hoofdstuk 4. Gewestelijke prefinanciering**
Art. 11. § 1er. Les montants non encore activés relatifs au préfinancement wallon du projet « Gosselies » et au reliquat du préfinancement wallon du projet « Louvain-la-Neuve », pour un total de 255.430.412,37 €2016, qui sont visés par la décision du Conseil des Ministres du 19 juillet	**Art. 11.** § 1. De bedragen die nog niet geactiveerd werden betreffende de Waalse prefinanciering van het project "Gosselies" en betreffende het saldo van de Waalse prefinanciering van het project "Louvain-la-Neuve", voor een totaal bedrag van 255.430.412,37 €2016, bedoeld door de

2013 suivie par la décision du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 rappelée lors du Comité de Concertation du 24 février 2016, sont utilisés respectivement par Infrabel (202.318.030,23 €$_{2016}$) et la SNCB (53.112.382,11 €$_{2016}$) pour financer les travaux RER en Wallonie couverts par le présent accord de coopération.	beslissing van de Ministerraad van 19 juli 2013 gevolgd door de beslissing van de Waalse Regering van 7 november 2013 herhaald tijdens het Overlegcomité van 24 februari 2016, worden, respectievelijk door Infrabel (202.318.030,23 €$_{2016}$) en door de NMBS (53.112.382,11 €$_{2016}$) gebruikt voor het financieren van de GEN-werken in Wallonië zoals beschreven in dit samenwerkingsakkoord.
§ 2. Le préfinancement à charge de la Région wallonne pour l'accélération de ces travaux consiste à supporter les charges d'intérêts des emprunts qui seront effectivement contractés respectivement par la SNCB et Infrabel , chacune pour leur partie, pour la réalisation des travaux concernés et ce à concurrence d'un montant maximum de 25.289.850,84 euros courants, soit respectivement 20,33 millions d'euros courants pour le préfinancement de Gosselies en 4.959.850,84 euros courants pour le solde du préfinancement de Louvain-la-Neuve. Les emprunts seront conclus par la SNCB et Infrabel aux meilleures conditions du marché et après accord de la Région wallonne et de l'Etat fédéral. Ils seront activés, en fonction des besoins réels.	§ 2. De prefinanciering ten laste van het Waalse Gewest voor de versnelling van de werken bestaat uit het dragen van de interestlasten van de leningen die effectief afgesloten worden door de NMBS en door Infrabel, elk voor hun deel, voor de realisatie van de desbetreffende werken en dit tot een maximaal bedrag van 25.289.850,84 courante euro, respectievelijk 20,33 miljoen courante euro voor de prefinanciering van Gosselies en 4.959.850,84 courante euro voor het saldo van de prefinanciering van Louvain-la-Neuve. De leningen worden afgesloten door de NMBS en Infrabel volgens de beste marktrente en na akkoord van het Waalse Gewest en de federale Staat. Ze worden geactiveerd in functie van de reële noden.
§ 3. Un accord de coopération d'exécution du présent accord est à conclure entre l'Etat fédéral et la Région wallonne au sujet des modalités de ce préfinancement, ce qui inclut la fixation des modalités de paiement de la contribution de la Région, les conséquences d'un retard de paiement, les causes de révision du contrat de financement et les modalités de contrôle que la Région peut exercer sur l'avancement des travaux.	§ 3. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord van dit akkoord moet afgesloten worden tussen de federale Staat en het Waalse Gewest voor wat betreft de modaliteiten van deze prefinanciering, dit impliceert het vastleggen van de betalingsmodaliteiten van de bijdrage van het gewest, de gevolgen van een vertraging inzake de betaling, de oorzaken van het herzien van het financieringscontract en de controlemodaliteiten die het gewest kan uitoefenen op de voortgang van de werken.
Ces deux parties peuvent également, selon le cas, décider de conclure directement avec l'entreprise publique concernée un contrat de préfinancement ou un avenant au contrat de préfinancement existant. Les montants préfinancés et les intérêts non couverts par la région sont remboursés par l'Etat fédéral à charge des dotations classiques.	Deze twee partijen kunnen evenzeer, naar gelang het geval, beslissen om met het betrokken overheidsbedrijf onmiddellijk een prefinancieringscontract of een bijvoegsel bij het bestaande prefinancieringscontract af te sluiten. De voorgefinancierde bedragen en de niet door het gewest gedragen intresten worden teruggestort door de federale Staat ten laste van de klassieke dotaties. § 4. De bedragen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 zijn niet begrepen in de verdeelsleutel bedoeld in artikel 2. De terugbetalingen van deze

§ 4. Les montants visés aux paragraphes 1er et 2 ne sont pas inclus dans la clé de répartition visée à l'article 2. Par contre, les remboursements de ces préfinancements (partie capital et intérêts non couverts par la région) sont gérés dans le cadre des programmes annuels d'investissement de la SNCB et d'Infrabel .	prefinancieringen (deel kapitaal en de niet door het gewest gedragen intresten) daarentegen worden beheerd in het kader van de jaarlijkse investeringsprogramma's van de NMBS en Infrabel.
Chapitre 5. Financement additionnel	**Hoofdstuk 5. Bijkomende financiering**
Art. 12. Conformément à l'article 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, un ou plusieurs accords de coopération d'exécution peuvent être conclus entre les parties lorsqu'une ou plusieurs régions souhaitent financer de manière additionnelle les investissements visés à l'article 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les accords de coopération d'exécution par rapport au financement additionnel mentionné dans le premier alinéa, doivent être signés le même jour que l'accord de coopération définitif en ce qui concerne l'accord de coopération d'exécution RER, l'accord de coopération d'exécution pour les projets ferroviaire prioritaire flamands et l'accord de coopération d'exécution pour les projets ferroviaire stratégique eu égard aux priorités sur le territoire de la Région flamande.	**Art. 12.** Overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kunnen één of meerdere uitvoerende samenwerkingsakkoorden tussen de partijen afgesloten worden wanneer één of meerdere gewesten de investeringen zoals voorzien in artikel 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bijkomend wensen te financieren. De uitvoerende samenwerkingsakkoorden met betrekking tot de bijkomende financiering vermeld in het eerste lid, moeten op dezelfde dag ondertekend worden als het definitieve samenwerkingsakkoord voor wat betreft het uitvoerend samenwerkingsakkoord GEN, het uitvoerend samenwerkingsakkoord voor de Vlaamse prioritaire spoorwegprojecten en het uitvoerend samenwerkingsakkoord voor de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van het Vlaamse Gewest.
Chapitre 6. Durée de l'accord de coopération	**Hoofdstuk 6. Duur van het samenwerkingsakkoord**
Art 13. Conformément l'article 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, cet accord de coopération est conclu pour la durée des plans stratégiques pluriannuel d'investissement, visés à l'annexe 2. L'engagement des Régions de mettre à disposition les montants prévus dans le présent accord de coopération peut perdurer au-delà de la durée de cet accord si les travaux entamés pendant cette période ne sont pas achevés et selon les modalités convenues entre l'Etat fédéral	**Art. 13.** Overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt het huidig samenwerkingsakkoord gesloten voor de duur van de strategische meerjareninvesteringsplannen zoals vermeld in bijlage 2. Het engagement van de gewesten om de in dit samenwerkingsakkoord voorziene bedragen ter beschikking te stellen kan langer duren dan de looptijd van dit akkoord als de aangevatte werken tijdens deze periode niet opgeleverd worden en volgens de afgesproken bepalingen tussen de

et la région concernée dans le cadre de l'accord de coopération d'exécution. La partie des préfinancements des régions qui n'est pas utilisée au moment où le présent accord cesse ses effets peut être utilisée pour couvrir la charge d'intérêt des emprunts aussi longtemps que nécessaire.	federale Staat en het betrokken gewest in het kader van het uitvoerend samenwerkingsakkoord. Het deel van de prefinancieringen van de gewesten dat niet gebruikt is op het moment dat dit akkoord vervalt, kan gebruikt worden om de intrestlasten van de leningen te dekken zolang als nodig.
Chapitre 7. Dispositions finales	**Hoofdstuk 7. Slotbepalingen**
Art. 14. Les parties aux contrats d'exécution de projet peuvent dans le cadre de ces contrats conclure des transferts de terrains et de biens immobiliers nécessaires à l'exécution des contrats. **Art. 15.** Les litiges entre les parties nés de l'interprétation et de l'exécution du présent accord sont tranchés par une juridiction telle que visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.	**Art. 14.** De partijen bij de projectgebonden uitvoeringscontracten kunnen, in het kader van deze contracten, overdrachten van gronden en onroerende goederen sluiten, noodzakelijk voor de uitvoering van de contracten. **Art. 15.** De geschillen tussen de partijen die voortvloeien uit de interpretatie en de uitvoering van dit akkoord worden beslecht door een jurisdictie zoals bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.
Art. 16. Le présent accord lie les parties le jour suivant l'assentiment des Chambres fédérales, du Parlement flamand, du Parlement wallon et du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. A cet effet, chaque partie soumet le présent accord à son Parlement en vue d'obtenir son assentiment. Les annexes 1 et 2 font partie intégrante de cet accord de coopération.	**Art. 16.** Dit akkoord treedt in werking de dag na zijn goedkeuring door de federale Kamers, het Vlaamse Parlement, het Waalse Parlement en het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Hiertoe zal elke partij dit akkoord voorleggen aan zijn Parlement met het oog op het bekomen van de instemming ervan. De bijlagen 1 en 2 maken integraal deel uit van dit samenwerkingsakkoord.

Fait à Bruxelles, en quatre exemplaires, dont chaque partie contractante déclare en avoir reçu un, 5 octobre 2018	Opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren waarvan elke contracterende partij verklaart er één te hebben ontvangen, op 5 oktober 2018
Le Premier Ministre,	De Eerste Minister,
	
Charles MICHEL	
Le Ministre de la Mobilité,	De Minister van Mobiliteit,
	
François BELLOT	
Le Ministre-président du gouvernement flamand,	De Minister-president van de Vlaamse regering,
Geert BOURGEOIS	
Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande, du Tourisme et du Bien-être animal,	De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn,
	
BEN WEYTS	

Le Ministre-président du gouvernement wallon,	De Minister-president van de Waalse regering,
	
Willy BORSUS	
Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,	De Minister van Leefmilieu, Ecologische transitie, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industrie,
	
Carlo DI ANTONIO	
Le Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,	De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke regering,
Rudi VERVOORT	
Le Ministre bruxellois des Travaux publics et des transports,	De Brussels Minister van Mobiliteit en Openbare Werken,
	
Pascal SMET	

Annexes 1 et 2 à l'accord de coopération relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques	Bijlagen 1 en 2 bij het samenwerkingsakkoord betreffende de financiering van strategische spoorweginfrastructuren

Annexe 1 à l'accord de coopération du 05.10.2018
Bijlage 1 bij het samenwerkingsakkoord van 05.10.2018

Projets d'investissement prioritaires sur le territoire des Régions, hors RER
Prioritaire investeringsprojecten op het grondgebied van de Gewesten, buiten GEN

Projet Project	Contribution fédérale Federale bijdrage	Financement additionnel de la Région Regionale bijkomende financiering
Vlaams Gewest		
V-1 : beseinen regelmatig gebruikte spoorbundels Antwerpen rechteroever : volledig project	221,00	100,00
V-1 : VL cofinanciering studie tot en met realisatie (2018 - 2021)		
V-2: L59 Antwerpen – Gent: derde spoor tussen Lokeren en Sint-Niklaas : studies en eerste werken (afschaffen overwegen)		
V-2: VL cofinanciering studies (2018) 50%		
V-2: VL cofinanciering werken (2019 - 2022)		
V-3 en 4 : L15 Zonhoven-Balen en L18 Hasselt - Neerpelt : elektrificatie L15 - volledig project		
V-4 : VL cofinanciering werken tot en met realisatie (2018 ev) - L15 - elektrificatie		
: L18 - studies en eerste werken		
V-3 en 4 : VL cofinanciering studies en eerste werken (2018 ev) 50%		
V-5 en 6: spoorlijn 58 Gent – Eeklo – Maldegem en spoorlijnen 204 : studies en eerste werken voor Lijn 204		
V-5 en 6: VL cofinanciering studies en eerste werken (2019 ev)		
V-7: spoorlijn 52 Puurs - Dendermonde : studies met het oog op realisatie		
V-7:: VL cofinanciering studies met het oog op realisatie		
V-8: spoorlijn 57 Aalst - Dendermonde : studies met het oog op realisatie		
V-8: VL cofinanciering studies met het oog op realisatie		
V-9: spoorlijn 19 Mol – Neerpelt – Hamont : elektrificatie - volledig project		
V -9: VL cofinanciering studies (2018) 50%		
V -9: VL cofinanciering werken: fase korte termijn (2018 ev)		
V -9: VL cofinanciering werken: fase lange termijn (2024 ev)		
V-9: spoorlijn 19 Mol – Neerpelt – Hamont : elektrificatie fase lange termijn		
V-11: tweede spoorontsluiting haven van Antwerpen : studies + toevoeging vertakking Oude Landen		
V -11: VL cofinanciering studies (2018) 50%		
V -11 : VL cofinanciering werken Oude Landen + eerste werken 2de spoorontsluiting		
V-10: bevorderen van de combi-mobiliteit in de GEN zones Brussel, Antwerpen en Gent: volledig project		
V -10: VL cofinanciering studies + werken		
L50A – Brussel–Oostende: aanleg van een 3de en 4de spoor tussen Gent en Brugge	106,10	0,00
Aanpassing van de haven van Gent aan de Europese normen		
Aanpassing van de goederencorridors aan de Europese normen (750m, ...)		
Focus op de klant buiten combi-mobiliteit : stations van L50A	41,18	0,00
Focus op de klant buiten combi-mobiliteit : overige stations		
Totaal (mio€courants)	368,28	100,00
Reserve - VL	2,97	
"Fysieke werken + reserve" (€courants)	371.248.743,77	
Région wallonne		
Axe Bruxelles-Luxembourg	39,64	32,48
Park & Ride de Viville		
Accès à l'aéroport de Gosselies		
Athus-Mont St Martin et surcoût		
Corridor mer du nord-méditerranée (Athus-Meuse)		
Quiévrain-frontière		
Corridor dorsale wallonne-Paris via Erquelinnes		
Dinant-Givet		
Focus sur le Client	29,17	0,00
Total (mio€courants)	68,81	32,48
Réserve - WA	0,12	
"Travaux physiques + réserve" (€ courants)	68.931.336,31	
Région de Bruxelles-Capitale - Brussels Hoofdstedelijk Gewest		
Focus sur le Client - Focus op de klant	19,12	0,00
Total (mio€courants)	19,12	0,00
Réserve/reserve - BR	0,03	
"Travaux physiques + réserve" (€ courants)/"fysieke werken + reserve" (€ courants)	19.147.593,42	

Annexe 2 à l'accord de coopération du 05.10.2018

Financement complémentaire RER et infrastructures prioritaires - Dépenses sur la clé régionale.

		TOTAL	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
INFRABEL SNCB VL	60%	448,4	21,1	54,3	85,7	114,4	76,2	22,2	10,2	18,7	23,8	4,8	4,6	4,3	3,2	4,8
INFRABEL SNCB WAL	40%	298,9	23,8	46,0	54,4	55,7	60,7	19,7	2,6	8,3	15,3	3,0	3,0	2,9	2,1	1,3
TOTAL		747,3	44,9	100,3	140,1	170,1	137,0	41,9	12,8	27,0	39,1	7,8	7,6	7,2	5,3	6,1
Montants cumulés																
INFRABEL SNCB VL	60%	448,4	21,1	75,4	161,1	275,5	351,8	373,9	384,2	402,9	426,7	431,5	436,1	440,4	443,6	448,4
INFRABEL SNCB WAL	40%	298,9	23,8	69,8	124,2	179,9	240,6	260,4	263,0	271,2	286,6	289,5	292,6	295,5	297,6	298,9
TOTAL		747,3	44,9	145,2	285,3	455,4	592,4	634,3	647,2	674,1	713,2	721,1	728,7	735,9	741,2	747,3
		VG	47%	52%	56%	61%	59%	59%	59%	60%	60%	60%	60%	60%	60%	60%
		RW	53%	48%	44%	39%	41%	41%	41%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%

Bijlage 2 bij het samenwerkingsakkoord van 05.10.2018

Bijkomende financiering GEN en prioritaire infrastructuren - Uitgaven op de gewestelijke sleutel

		TOTAAL	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
INFRABEL NMBS VL	60%	448,4	21,1	54,3	85,7	114,4	76,2	22,2	10,2	18,7	23,8	4,8	4,6	4,3	3,2	4,8
INFRABEL NMBS WAL	40%	298,9	23,8	46,0	54,4	55,7	60,7	19,7	2,6	8,3	15,3	3,0	3,0	2,9	2,1	1,3
TOTAAL		747,3	44,9	100,3	140,1	170,1	137,0	41,9	12,8	27,0	39,1	7,8	7,6	7,2	5,3	6,1
Gecumuleerde bedragen																
INFRABEL NMBS VL	60%	448,4	21,1	75,4	161,1	275,5	351,8	373,9	384,2	402,9	426,7	431,5	436,1	440,4	443,6	448,4
INFRABEL NMBS WAL	40%	298,9	23,8	69,8	124,2	179,9	240,6	260,4	263,0	271,2	286,6	289,5	292,6	295,5	297,6	298,9
TOTAAL		747,3	44,9	145,2	285,3	455,4	592,4	634,3	647,2	674,1	713,2	721,1	728,7	735,9	741,2	747,3
		VG	47%	52%	56%	61%	59%	59%	59%	60%	60%	60%	60%	60%	60%	60%
		RW	53%	48%	44%	39%	41%	41%	41%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques

Commentaires des articles

Chapitre 1er. – Dispositions générales

Article 1er Cet article reprend les définitions des notions utilisées dans le cadre de l'Accord de Coopération.

Dans l'article 1er, 11°, il faut entendre par personne morale de droit public concernée la personne de droit public qui pourrait être désignée par chaque Région.

Chapitre 2. Financement et répartition du financement des projets ferroviaires stratégiques

Art. 2

Le paragraphe 1er consacre l'engagement de l'Etat fédéral de mettre à disposition un milliard d'euros courants pour finaliser les projets d'infrastructures RER tels que prévus dans l'Accord de Coopération du 11 octobre 2001 et pour réaliser d'autres infrastructures ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions.

Le paragraphe 2 contient la répartition de la somme du montant d'un milliard d'euros courants mis à disposition par l'Etat fédéral et du montant du fonds RER libre d'affectation, soit 73.444.980,79 euros courants.

Le montant de 179.552.767,20 euros courants pour le financement d'investissements RER hors clé sur le territoire de la Région flamande est égal au montant 165.713.304,06 euros valeur 2016 mentionné à l'avant-dernier alinéa du paragraphe 7 du même article.

La notion d'investissement délocalisé reprise à l'article 2, § 2, alinéa 2, 1°, c) et 2°, c), vise des travaux qui sont considérés, du point de vue de leur imputation sur la clé régionale, comme non localisés sur le territoire d'une région (voir note explicative du 14.04.2001, point 4, - annexe à l'accord de coopération relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la SNCB).

Le paragraphe 3 vise à permettre la conclusion d'un accord de coopération d'exécution relatif au RER et les éléments de contenu qu'il devra au moins reprendre.

Le paragraphe 6 vise à établir le principe selon lequel dans le cas où des moyens financiers sont obtenus de la part de tiers, comme l'Union européenne, pour les projets couverts par l'Accord de Coopération, les moyens prévus dans cet article seront réduits dans la mesure de ces financements tiers. La formulation du paragraphe 6 est ouverte pour couvrir toute forme de nouvelles opportunités qui se présenterait éventuellement dans le futur. La formulation couvre également le cas des demandes provenant d'autorités locales visant à faire réaliser des aménagements spécifiques dans le cadre de chantiers ou projets.

En cas de moyens financiers émanant de tiers pour des travaux à réaliser sur le territoire bruxellois, cela implique une réallocation des moyens prévus par le présent article à d'autres projets à réaliser sur le territoire bruxellois, et ce dans la mesure desdits financements de tiers. En outre, en cas de moyens financiers émanant de tiers pour des projets délocalisés, ces fonds serviront à réduire les montants à imputer sur la quote-part de la région sur le territoire de laquelle les projets délocalisés concernés prennent effectivement place.

Le paragraphe 7 vise à préciser que la répartition des montants prévus au paragraphe 2, alinéa 1er, 1° et 2°, découle de l'application de la clé régionale 60/40.

Le paragraphe 8 reprend les éléments qui sont considérés comme tombant en dehors du champ d'application de la clé régionale 60/40.

Chapitre 3. Engagements des parties

Art. 3 à 10 Ces articles contiennent les engagements particuliers des parties à l'Accord de Coopération.

L'article 3 fait référence à l'étude « article 13 ». Il s'agit de l'étude prévue à l'article 13 de la convention RER du 4 avril 2003 visant à actualiser périodiquement les besoins en mobilité dans la zone RER en vue de l'actualisation de l'offre de transport, dont l'offre ferroviaire. Ce même article 3 crée également une obligation mutuelle des quatre entités fédérées de préserver leur réseau ferré, tout particulièrement dans les zones les moins peuplées.

L'article 5 reprend notamment les montants maximum des financements additionnels que les régions s'engagent à fournir pour les projets ferroviaires prioritaires régionaux, et ce conformément aux articles 6, § 1er, X, alinéa 1er, 14°, et 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. S'il apparaît qu'une région fournit un financement additionnel excédant le montant maximum prévu à l'article 5, un nouvel accord de coopération devra être conclu.

L'article 6 prévoit la conclusion d'accord de coopération d'exécution afin de consacrer, entre autres, :

1° le montant maximum du financement additionnel par les régions pour chaque projet ferroviaire prioritaire régional ;

2° la manière suivant laquelle chaque projet ferroviaire prioritaire régional prend forme ;

3° les modalités de contrôle de la bonne exécution de chaque projet ferroviaire prioritaire régional.

Le recours à des modes de financement alternatif est possible, conformément à l'alinéa 2 du paragraphe 2, à condition que leurs modalités soient conformes à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.
Enfin, lorsque l'article 6 mentionne le fait que le mode alternatif de financement ne peut avoir de conséquences sur l'endettement de l'Etat fédéral, cette dernière notion vise bien l'autorité fédérale.
L'article 7 contient une clause de réorientation applicable en cas d'excédent significatif. Dans ce cas, ce dernier pourra être réorienté pour un autre projet ferroviaire, repris dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement, de la région concernée. En pareil cas, un accord de coopération d'exécution est conclu.

L'article 10, § 3, vise à éviter la charge administrative correspondant à la conclusion d'accords de coopération d'exécution modificatifs pour des dépassements non-significatifs.
L'article 10, § 4, contient une clause de sauvegarde applicable en cas d'écarts significatifs par rapport aux prévisions.

Chapitre 4. Préfinancement régional
Art. 11 Cet article reprend les principes applicables au préfinancement wallon.

Chapitre 5. Financement additionnel
Art. 12 Cet article permet la conclusion d'accord de coopération d'exécution afin de déterminer les modalités des financements additionnels par les régions, en application des articles 6, § 1er, X, alinéa 1er, 14°, et 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Chapitre 6. Durée de l'Accord de Coopération
Art. 13 Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Chapitre 7. Dispositions finales
Art. 14 à 16 Ces articles n'appellent pas de commentaire particulier.